



11 novembre 2016

(16-6280)

Page: 1/6

Original: anglais

RUSSIE – MESURES AFFECTANT L'IMPORTATION DE MATÉRIELS FERROVIAIRES ET LEURS PARTIES

DEMANDE D'ÉTABLISSEMENT D'UN GROUPE SPÉCIAL PRÉSENTÉE PAR L'UKRAINE

La communication ci-après, datée du 10 novembre 2016 et adressée par la délégation de l'Ukraine au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée conformément à l'article 6:2 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends.

Les autorités de mon pays m'ont chargé de demander l'établissement d'un groupe spécial conformément aux articles 4 et 6 du *Mémoire d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends* ("Mémoire d'accord"), à l'article XXIII de l'*Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994* ("GATT de 1994") et à l'article 14 de l'*Accord sur les obstacles techniques au commerce de 1994* ("Accord OTC") au sujet de certaines mesures imposées par la Fédération de Russie à l'importation de matériel ferroviaire roulant, de dispositifs d'aiguillage, d'autres matériels ferroviaires et de leurs parties ("produits ferroviaires") en provenance d'Ukraine.

Le 21 octobre 2015, l'Ukraine a demandé l'ouverture de consultations avec la Fédération de Russie conformément aux articles 1^{er} et 4 du Mémoire d'accord, à l'article XXII du GATT de 1994 et à l'article 14 de l'Accord OTC. Cette demande a été distribuée le 26 octobre 2015 sous la cote WT/DS499/1. Les consultations ont eu lieu le 4 décembre 2015 en vue d'arriver à une solution mutuellement convenue, mais n'ont malheureusement pas permis de régler le différend.

En conséquence, l'Ukraine a l'honneur de demander qu'un groupe spécial soit établi pour examiner les mesures en cause sur la base du mandat type énoncé à l'article 7:1 du Mémoire d'accord.

I. CONTEXTE

Le 15 juillet 2011, la Commission de l'Union douanière¹ de la République du Bélarus, de la République du Kazakhstan et de la Fédération de Russie (l'"Union douanière") a approuvé la Décision n° 710 portant adoption des Règlements techniques n° 001/2011², n° 002/2011³ et n° 003/2011⁴ (les "Règlements techniques") établissant des prescriptions techniques et en matière de sécurité pour la mise sur le marché de "matériel ferroviaire roulant", de "matériel de transport ferroviaire à grande vitesse" et d'"infrastructures de transport ferroviaire". Les nouveaux Règlements techniques sont entrés en vigueur trois ans après leur publication officielle, soit le 2 août 2014⁵, et, depuis cette date, tous les certificats d'évaluation de la conformité des produits

¹ Actuellement, la Commission économique eurasiatique.

² Disponible à l'adresse:

<http://www.eurasiancommission.org/ru/act/texnreg/deptexreg/tr/Documents/TR%20Podvignoisostev%20PID.pdf>.

³ Disponible à l'adresse:

<http://www.eurasiancommission.org/ru/act/texnreg/deptexreg/tr/Documents/TR%20HighSpeed%20PID.pdf>.

⁴ Disponible à l'adresse:

<http://www.eurasiancommission.org/ru/act/texnreg/deptexreg/tr/Documents/TR%20Infrastruktura%20PID.pdf>.

⁵ Disponible à l'adresse: <http://www.eurasiancommission.org/en/nae/news/Pages/01-08-2014-2.aspx>.

ferroviaires doivent être délivrés conformément aux nouvelles procédures définies par les Règlements techniques.

Cette décision a ensuite été modifiée par la Décision n° 285 du Collège de la Commission économique eurasiatique du 2 décembre 2013 portant modification de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011, qui prévoit une période transitoire allant jusqu'au 1^{er} août 2016 durant laquelle les certificats d'évaluation de la conformité délivrés avant l'entrée en vigueur des Règlements techniques susmentionnés restent valides, et les produits visés par ces certificats peuvent être produits, mis sur le marché et utilisés dans la Fédération de Russie.

II. MESURES EN CAUSE

Depuis 2014, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par l'institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral" (IBF "RC TFF") aux producteurs ukrainiens de produits ferroviaires avant l'entrée en vigueur des Règlements techniques sont systématiquement suspendus.

De plus, les producteurs ukrainiens ne peuvent pas obtenir de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité sur la base des Règlements techniques auprès des organismes de certification de la Fédération de Russie. Les demandes présentées par les producteurs ukrainiens à l'IBF "RC TFF" ont été systématiquement rejetées ou renvoyées sans être examinées.

En outre, les certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités de la République du Bélarus et de la République du Kazakhstan ne sont pas reconnus par les autorités de la Fédération de Russie. De fait, les autorités compétentes de la Fédération de Russie, y compris son Ministère des transports et l'Agence fédérale du transport ferroviaire, ont décidé que le Règlement technique n° 001/2011 s'appliquait uniquement aux marchandises produites dans les pays de l'Union douanière. Par conséquent, les autorités de la Fédération de Russie ont conclu que les certificats d'évaluation de la conformité délivrés aux producteurs ukrainiens dans les autres pays de l'Union douanière n'étaient pas valides sur le territoire de la Fédération de Russie et que les produits ferroviaires de ces producteurs ne pouvaient être ni importés ni enregistrés pour une utilisation sur le territoire de la Fédération de Russie.

Les mesures en cause visées par la présente demande d'établissement d'un groupe spécial sont les suivantes:

- 1) Le fait d'empêcher systématiquement les producteurs ukrainiens d'exporter leurs produits ferroviaires vers la Fédération de Russie par le biais de la suspension de leurs certificats d'évaluation de la conformité valides, du refus de leur délivrer de nouveaux certificats d'évaluation de la conformité et de la non-reconnaissance des certificats d'évaluation de la conformité délivrés par les autorités compétentes des autres membres de l'Union douanière, à savoir la République du Bélarus et la République du Kazakhstan. Cette pratique est attestée par les instructions des autorités de la Fédération de Russie énumérées aux annexes I, II et III.
- 2) La suspension des certificats d'évaluation de la conformité, le rejet des nouvelles demandes de certificats d'évaluation de la conformité et le refus de reconnaître les certificats d'évaluation de la conformité valides délivrés par les autres pays de l'Union douanière à l'égard des producteurs ukrainiens, mentionnés aux annexes I, II et III.
- 3) Le Règlement technique n° 001/2011 sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant, lu conjointement avec le Protocole n° A 4-3 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers, adopté le 20 janvier 2015, et les instructions mentionnées à l'annexe III.

Par suite des mesures décrites ci-dessus, il a été effectivement interdit à certains producteurs ukrainiens d'exporter des produits ferroviaires vers la Fédération de Russie. À la suite de la mise en œuvre des mesures en cause, les exportations de ces produits de l'Ukraine vers la

Fédération de Russie, qui s'élevaient à 1,7 milliard de dollars EU en 2013, sont tombées à 600 millions de dollars EU en 2014 et à seulement 110 millions de dollars EU en 2015.

III. CADRE JURIDIQUE DE LA FÉDÉRATION DE RUSSIE

Les mesures de la Fédération de Russie susmentionnées sont fondées sur plusieurs instruments qui, ensemble, constituent un cadre juridique applicable sur le territoire de la Fédération de Russie pour la mise sur le marché des produits ferroviaires. Ces instruments comprennent les suivants:

- Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011 portant adoption des règlements techniques de l'Union douanière sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant, la sécurité du transport ferroviaire à grande vitesse et la sécurité des infrastructures de transport ferroviaire;
- Décision n° 285 du Collège de la Commission économique eurasiatique du 2 décembre 2013 portant modification de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011;
- Règlement technique n° 001/2011 de l'Union douanière sur la sécurité du matériel ferroviaire roulant, adopté en vertu de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011;
- Règlement technique n° 002/2011 de l'Union douanière sur la sécurité du transport ferroviaire à grande vitesse, adopté en vertu de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011;
- Règlement technique n° 003/2011 de l'Union douanière sur la sécurité des infrastructures de transport ferroviaire, adopté en vertu de la Décision n° 710 de la Commission de l'Union douanière du 15 juillet 2011;
- Chapitre 10 sur la réglementation technique du Traité sur l'Union économique eurasiatique du 29 mai 2015, et Protocole y afférent;
- Accord sur les règles et principes communs en matière de réglementation technique dans la République du Bélarus, la République du Kazakhstan et la Fédération de Russie;
- Loi fédérale n° 184-FZ de la Fédération de Russie du 27 décembre 2002 sur la réglementation technique (et ses modifications ultérieures);
- Décrets du Ministère des transports de la Fédération de Russie n° 137 du 14 novembre 2005 sur la procédure d'inventaire du matériel roulant et des conteneurs exploités sur les voies d'usage général et n° 266 du 25 juillet 2012 portant approbation du règlement administratif de l'Agence fédérale du transport ferroviaire concernant le service public pour la mise en œuvre de l'inventaire du matériel ferroviaire roulant et des conteneurs.

IV. FONDEMENT JURIDIQUE DE LA PLAINTÉ

De l'avis de l'Ukraine, les mesures décrites dans la section II plus haut sont incompatibles avec les obligations de la Fédération de Russie au titre des dispositions suivantes du GATT de 1994 et de l'Accord OTC:

1. article 5.1.1 de l'Accord OTC, car les procédures d'évaluation de la conformité appliquées par la Fédération de Russie accordent aux fournisseurs ukrainiens des produits similaires un accès à des conditions moins favorables que celles qui sont accordées aux fournisseurs des produits similaires d'origine nationale ou originaires de tout autre pays, dans une situation comparable;
2. article 5.1.2 de l'Accord OTC, car les procédures d'évaluation de la conformité sont appliquées par la Fédération de Russie avec pour objet ou pour effet de créer des obstacles non nécessaires au commerce international;

3. article 5.2.2 de l'Accord OTC, car les autorités compétentes de la Fédération de Russie n'examinent pas dans les moindres délais si la documentation des producteurs ukrainiens demandant des certificats d'évaluation de la conformité est complète et n'informent pas ces requérants de manière précise et complète de toutes les lacunes; et car les organismes compétents de la Fédération de Russie ne communiquent pas les résultats de l'évaluation de la conformité aux requérants aussitôt que possible et de manière précise et complète afin que des correctifs puissent être apportés en cas de nécessité;
4. article 5.2.3 de l'Accord OTC, car les demandes de renseignements aux fins des procédures d'évaluation de la conformité ne sont pas limitées à ce qui est nécessaire pour évaluer la conformité et déterminer les redevances;
5. article 2.1 de l'Accord OTC, car les mesures en cause accordent aux produits similaires originaires d'Ukraine un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale et aux produits similaires originaires de tout autre pays;
6. article I:1 du GATT de 1994, car tous avantages, faveurs, privilèges ou immunités accordés à des produits similaires de tout autre pays ne sont pas, immédiatement et sans condition, étendus aux produits originaires d'Ukraine;
7. article III:4 du GATT de 1994, car les mesures en cause accordent aux produits similaires originaires d'Ukraine un traitement moins favorable que celui qui est accordé aux produits similaires d'origine nationale;
8. article X:3 a) du GATT de 1994, car les règlements, lois et décisions pertinents ne sont pas appliqués d'une manière uniforme, impartiale et raisonnable;
9. article XI:1 du GATT de 1994, car, au moyen des mesures en cause, la Fédération de Russie a institué et maintient à l'importation de produits ukrainiens des prohibitions ou restrictions autres que des droits de douane, taxes ou autres impositions;
10. article XIII:1 du GATT de 1994, car, au moyen des mesures en cause, la Fédération de Russie applique des prohibitions ou restrictions à l'égard des importations en provenance d'Ukraine, alors que des prohibitions ou restrictions semblables ne sont pas appliquées aux importations du produit similaire en provenance de tout autre pays tiers ni à l'exportation du produit similaire à destination de tout pays tiers.

Ces violations annulent ou compromettent des avantages résultant pour l'Ukraine directement ou indirectement des accords visés au sens de l'article XXIII:1 du GATT de 1994.

L'Ukraine demande que la présente demande soit inscrite à l'ordre du jour de la réunion de l'Organe de règlement des différends qui doit avoir lieu le 23 novembre 2016.

Annexe I: Suspension des certificats d'évaluation de la conformité

N°	Nom du producteur ukrainien concerné	Nom de l'autorité de la Fédération de Russie	Date et numéro de la lettre d'accompagnement et de la décision de l'autorité russe en cause
1	PJSC "Dneprovagonmash"	IBF "RC TFF" ¹	Lettre d'accompagnement du 08.08.2015 Instruction n° 1767 du 08.08.2014
2	PJSC "Dneprovagonmash"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement du 03.10.2014 Instruction n° 1837 du 03.10.2014
3	PJSC "Dnipropetrovsky Strilochny Zavod"	IBF "RC TFF"	Instruction n° 1922 du 27.02.2015
4	PJSC "Dnipropetrovsky Strilochny Zavod"	IBF "RC TFF"	Instruction n° 1921 du 27.02.2015
5	PJSC "Kremenchuk Steel Works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 01425 du 11.02.2015 Instruction n° 1908 du 11.02.2015
6	PJSC "Kremenchuk Steel Works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 08997 du 17.07.2014 Instruction n° 1704 du 16.07.2014
7	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 12422 du 08.10.2014 Instruction n° 1842 du 08.10.2014
8	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 01424 du 11.02.105 Instruction n° 1907 du 11.02.2015
9	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 05276 du 18.05.2015 Instruction n° 1998 du 18.05.2015
10	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 07297 du 06.07.2015 Instruction n° 2034 du 06.07.2015
11	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 09999 du 07.09.2015 Instruction n° 2093 du 07.06.2015
12	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 12794 du 09.10.2014 Instruction n° 1844 du 09.10.2014
13	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 06223 du 08.06.2015 Instruction n° 2021 du 08.06.2015
14	PJSC "Kryukov railway car building works"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 05284 du 18.05.2015 Instruction n° 1998 du 18.05.2015
15	PJSC "Poltavhimmash"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 00630 du 27.01.2015 Instruction n° 1884 du 27.01.2015
16	PJSC "Poltavhimmash"	IBF "RC TFF"	Lettre d'accompagnement n° 01418 du 11.02.2015 Instruction n° 1901 du 11.02.2015

¹ Institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral".

Annexe II: Refus et/ou annulation de la délivrance de nouveaux certificats de conformité

N°	Nom du producteur ukrainien concerné	Nom de l'autorité de la Fédération de Russie	Date et numéro de la lettre d'accompagnement et de la décision de l'autorité russe en cause
1	PJSC "Dneprovagonmash"	IBF "RC TFF" ²	Décision n° 12206 du 02.10.2014
2	PJSC "Dnipropetrovsky Strilotchny Zavod"	IBF "RC TFF"	Décision n° 01305 du 09.02.2015
3	PJSC "Kremenchuk Steel Works"	IBF "RC TFF"	Décision n° 00543 du 23.01.2015

Annexe III – Rejet des certificats de conformité délivrés dans des pays de l'Union douanière

N°	Nom du producteur ukrainien concerné	Nom de l'autorité de la Fédération de Russie	Date et numéro de la lettre d'accompagnement et de la décision de l'autorité russe en cause
1	LLP "Kamkhor Vagon" (Astana, Kazakhstan)	Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie	Lettre n° B/4 35/4779ac datée du 04.02.2015
2	JSC "Kryukov railway car building works"	Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie	Lettre de l'Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie à JSC "Russian Railways" accompagnant le Protocole n° A 4-3 du 20.01.2015 du Ministère des transports de la Fédération de Russie concernant la délivrance par l'autorité de certification de l'Union douanière des certificats de conformité pour les produits fabriqués par des pays tiers.
3	JSC "Kryukov railway car building works"	Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie	Protocole de la 61 ^{ème} réunion de la Commission du matériel roulant des 22-24 mars 2016 et opinion dissidente annexée de l'Administration fédérale du transport ferroviaire du Ministère des transports de la Fédération de Russie (Saratov, Fédération de Russie).

² Institution budgétaire fédérale "Registre de certification concernant le transport ferroviaire fédéral".